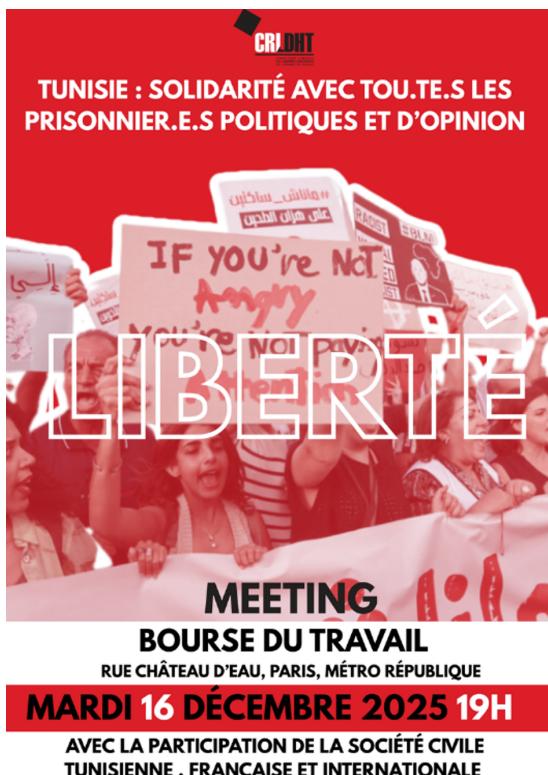


Tunisie : Meeting citoyen de SOLIDARITE AVEC LES PRISONNIER·E·S POLITIQUES ET D'OPINION

Face à l'intensification de la répression politique en Tunisie, marquée par l'emprisonnement de responsables politiques, de journalistes, d'avocat·e·s, de syndicalistes et d'acteur·ice·s de la société civile, un **meeting citoyen et de solidarité** se tiendra le **mardi 16 décembre 2025 à 19h** à Paris (Bourse de travail, rue Château d'Eau, Metro : République), à l'initiative du Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT).



Ce rassemblement vise à affirmer notre opposition, à **briser le silence**, à **donner la parole aux victimes de la répression** et à **renforcer la solidarité internationale** face à une dérive autoritaire qui met en péril les libertés fondamentales en Tunisie.

Le meeting s'ouvrira par une **intervention politique introductory** consacrée au rappel du contexte tunisien actuel, des graves reculs démocratiques en cours et la nécessité de la mobilisation citoyenne et internationale.

Les familles et les proches des prisonnier·e·s politiques et d'opinion prendront la parole pour témoigner, en tant que premières cibles et victimes directes de la répression. Leurs voix, trop souvent étouffées, mettront à nu la **réalité brutale, humaine, sociale et juridique** de l'emprisonnement arbitraire, les violences qu'il inflige et ses conséquences durables sur les vies, les familles et l'ensemble de la société.

Les organisations syndicales affirmeront leur solidarité lors d'un temps dédié, à travers les interventions de représentant·e·s d'organisations syndicales françaises et internationales. Elles proclameront leur soutien à l'**Union générale tunisienne du travail (UGTT)**, aux **libertés syndicales**, et leur opposition ferme aux attaques visant le mouvement social ainsi qu'aux droits des travailleuses et des travailleurs en Tunisie.

La solidarité politique et associative s'exprimera à travers des prises de parole de responsables politiques, d'associations de défense des droits humains et d'organisations de la société civile engagées pour la défense des libertés publiques, de l'État de droit, de la justice sociale et de la lutte contre le racisme.

Le meeting se tiendra avec la **participation et le soutien** de nombreuses organisations et personnalités, notamment :

- **Organisations de défense des droits humains** : Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), Ligue des droits de l'Homme (LDH), EuroMed Droits, Réseau Euromed France (REF), MRAP, ATTAC, CRID, CEDETIL/IPAM, Fondation Frantz Fanon, ainsi que plusieurs organisations africaines et internationales de défense des droits humains.
- **Organisations syndicales** : CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, ainsi que des syndicats et collectifs de travailleurs immigrés et maghrébins.
- **Partis et responsables politiques** : La France insoumise (LFI), Les Écologistes, Parti socialiste (PS), Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), L'Après, Pour une écologie populaire et sociale (PEPS), avec la participation de parlementaires français et européens engagés sur les questions de droits humains.
- **Associations citoyennes et collectifs de solidarité** : Associations tunisiennes, maghrébines et internationales de la diaspora, collectifs de familles de disparu·e·s, organisations antiracistes et de solidarité internationale.

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE S'IMPOSE...